

COP30 : avancée en matière de justice climatique, mais blocage sur la protection du climat

Belém / Lausanne, le 23 novembre 2025 – La présidence brésilienne a conduit la COP30 avec prudence et sens politique, malgré un contexte géopolitique tendu. Elle a obtenu une avancée essentielle en matière de justice sociale : les droits fonciers des peuples autochtones ont été renforcés. En revanche, les États ne sont pas parvenus à s'entendre sur des mesures ambitieuses pour accélérer la protection mondiale du climat.

Présentée comme une « COP de la vérité et de la mise en œuvre », cette édition a permis d'aborder collectivement plusieurs dossiers sensibles – finances, transparence, commerce et plans climatiques nationaux – et d'éviter un blocage des négociations. La COP30 montre ainsi que le multilatéralisme demeure possible, même dans un contexte international fragile. Action de Carême et ses organisations partenaires ont suivi la conférence sur place à Belém.

David Knecht, co-responsable du programme Justice climatique, souligne : « La COP30 envoie un signal fort en faveur de la justice climatique. La société civile est parvenue à inscrire un mécanisme pour une transition juste, c'est-à-dire une transition socialement équitable vers une économie compatible avec le climat. C'est crucial pour les populations rurales, souvent marginalisées. Malheureusement, les négociatrices et négociateurs n'ont pas réussi à adopter des mesures solides pour un financement climatique équitable ni pour une sortie des énergies fossiles. »

Faute d'accord global sur ce dernier point, la présidence a annoncé le lancement de deux initiatives internationales : l'une pour accompagner la sortie des combustibles fossiles, l'autre pour mettre fin à la déforestation. Ces démarches devront être menées de façon inclusive et intégrées l'an prochain dans les discussions multilatérales.

Une victoire pour la société civile et pour la reconnaissance des territoires autochtones

Autour des négociations, la société civile s'est fait entendre. Le *People's Summit*, une grande marche et de nombreuses actions ont permis de rendre visibles les revendications des communautés marginalisées – même si un accès réel aux décisions reste indispensable. Tipuici Manoki, du peuple Manoki et membre d'OPAN, une organisation partenaire autochtone au Brésil, rappelle : « Les peuples autochtones sont inquiets face aux changements climatiques. Ici, à la COP, des représentant·e·s d'État discutent de lois qui nous concernent, sans que nous, les personnes principalement concernées, puissions participer. Nous, peuples autochtones, devrions être davantage impliqués dans les négociations de la COP30. Nous voulons prendre nos propres décisions, qui ne nuisent ni à notre avenir ni à notre mode de vie. »

Les peuples autochtones protègent leurs territoires de manière durable et jouent un rôle essentiel contre la déforestation. Leur mobilisation à Belém a permis une avancée nationale majeure : la situation juridique de 38 territoires autochtones, dont celui des Manoki, a été renforcée. Yaiku Suya Tapayuna, représentant du peuple Tapayuna et membre d'OPAN, insiste : « Nous voulons protéger la forêt qui subsiste. Pour cela, nous réclamons – ici comme ailleurs – que nos droits à la terre, à la nourriture, à l'eau et aux semences soient garantis. »

Pendant les négociations, les catastrophes se poursuivent

Pendant que le climat était au cœur des discussions au Brésil, deux typhons dévastaient les Philippines, détruisant les moyens de subsistance de centaines de personnes. Or, les mesures adoptées à la COP pour améliorer le fonds dédié aux pertes et dommages causés par le réchauffement climatique restent largement insuffisantes. Jayvy Gamboa, du centre de recherche et d'analyse climatique philippin Manila Observatory, souligne : « Comme la crise climatique accentue ces catastrophes, des instruments financiers fiables et simples d'accès sont indispensables, afin que l'aide parvienne rapidement aux personnes touchées. Pourtant, la COP n'a pas défini de lignes directrices claires en la matière. »

La Suisse doit assumer sa part de responsabilité

La COP30 s'achève sans objectif financier plus ambitieux, alors que les pays du Sud ont urgemment besoin de financements publics qui ne les plongent pas dans l'endettement. Selon Bettina Dürr, co-responsable du programme Justice climatique, « ces négociations montrent à quel point les progrès climatiques dépendent des ressources financières. Or, la Suisse est arrivée à Belém sans avoir mis en œuvre l'objectif adopté à Bakou. Il est urgent que le Conseil fédéral définisse la part équitable de la Suisse dans l'objectif mondial de 300 milliards de dollars et adopte des mesures climatiques bien plus ambitieuses au niveau national. »

Un seul pas ne suffira pas à empêcher un monde plus chaud, plus instable et plus inégal. Pour éviter la multiplication des catastrophes et de la faim, nous avons besoin de mesures rapides, équitables et sociales, élaborées avec les populations les plus touchées. Action de Carême continuera de porter leurs voix et leurs solutions au niveau international.

Contacts :

David Knecht, co-responsable du programme Justice climatique

knecht@fastenaktion.ch, +41 76 436 59 86 (Signal, WhatsApp), décalage horaire : - 4 h

Bettina Dürr, co-responsable du programme Justice climatique

duerr@fastenaktion.ch, +41 79 745 43 53 (Signal, WhatsApp, Threema), décalage horaire : - 4 h

Contact en Suisse :

Tiziana Conti, responsable relations publiques

conti@actiondecareme.ch, +41 76 366 06 40

Action de Carême et son engagement pour la justice climatique

La vision d'Action de Carême est celle d'un monde plus juste, sans faim et sans pauvreté. Mais la crise climatique compromet gravement cette aspiration : les populations les plus démunies, qui ont le moins contribué au réchauffement, en subissent les effets les plus dévastateurs. Promouvoir la justice climatique, c'est à la fois protéger les plus vulnérables de ces impacts et agir pour freiner le réchauffement planétaire. Quand les personnes les plus défavorisées voient leurs conditions de vie s'améliorer, c'est toute l'humanité qui progresse – y compris en Suisse. C'est pourquoi Action de Carême défend des politiques climatiques ambitieuses et équitables, garantes du droit à l'alimentation pour toutes et tous.